ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 3 décembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instituant des cours pour des membres des services d'incendie", a donné le 23 mars 1994 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 december 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van cursussen voor leden van de brandweer", heeft op 23 maart 1994 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Intitulé.

Pour tenir compte des différents cours visés par le projet, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal organisant des cours de formation et de recyclage pour les membres des services d'incendie".

Préambule.

1. Le projet se fonde sur les articles 9 ("conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie") et 13 (conditions relatives aux officiers) de la loi du 31 décembre 1963 relative à la protection civile, tels qu'ils ont été modifiés par la loi du 16 juillet 1993.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment les articles 9 et 13, remplacés par la loi du 16 juillet 1993;".

2. Il n'y a pas lieu de mentionner les arrêtés royaux des 4 octobre 1985 et 10 juin 1991, qui ne constituent pas le fondement du projet.

Dispositif.

Article 1er.

1. Le programme des cours de formation est celui fixé par l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 fixant les programmes minimaux de formation pour l'obtention du brevet de sapeur-pompier, sous-officier, officier et technicien en prévention de l'incendie. Il est fait référence implicitement à ce texte par l'article 7, alinéa 1er, du projet. Afin d'éviter la législation par référence, le fonctionnaire délégué a admis que l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 devienne l'annexe du texte en projet. L'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 pourrait d'ailleurs être abrogé puisque la règle d'obtention des brevets contenue dans son article 2 est reproduite à l'article 7, alinéa 1er, en projet.

2. Suivant le fonctionnaire délégué, la possibilité donnée au ministre de l'Intérieur par la seconde phrase de l'alinéa 2 de requérir l'organisation de formations en commun concerne l'ensemble des cours visés à l'article 1er et non uniquement ceux visés à l'alinéa 2. Il conviendrait donc de dissocier l'alinéa 2 en deux alinéas distincts.

3. La rédaction suivante est dès lors proposée pour l'article 1er :

"Article 1er. Les centres provinciaux agréés de formation pour les services d'incendie organisent des cours de formation en matière d'incendie.

Ces cours comprennent :

1° des cours destinés à l'obtention du brevet de sapeur-pompier, de sous-officier, d'officier et de technicien en prévention de l'incendie, dont le programme minimal est fixé par l'annexe au présent arrêté;

2° des cours de formation, de perfectionnement ou de recyclage pour tous les membres des services d'incendie.

A la demande du ministre de l'Intérieur, les centres provinciaux organisent une formation particulière ou un recyclage spécial.

Les cours, formation et recyclage prévus aux alinéas 1er et 2 sont organisés en commun par les centres provinciaux, à la demande du ministre de l'Intérieur et après avis du Conseil de formation des services d'incendie, créé par l'arrêté royal du 10 juin 1991".

Article 2.

Suivant le fonctionnaire délégué, les "membres des services d'incendie" visés à cet article sont les stagiaires.

On écrira en conséquence :

"Art. 2. Sont admis ... les membres stagiaires des services d'incendie".

Article 3.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 3. Peuvent suivre les cours menant à l'obtention du brevet de sous-officier, les titulaires du brevet de sapeur-pompier qui comptent une ancienneté de service de trois ans au moins et les sapeurs-pompiers et caporaux nommés à titre définitif qui comptent une ancienneté de service de trois ans au moins".

Article 4.

La rédaction suivante est suggérée :

"Art. 4. Peuvent suivre les cours menant à l'obtention du brevet d'officier :

1° (comme dans le projet);

2° les titulaires du brevet de sous-officier des services d'incendie qui comptent une ancienneté de service de trois ans au moins;

3° les sous-officiers des services d'incendie qui comptent une ancienneté de service de trois ans au moins;

4° (comme dans le projet)".

Article 5.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. Peuvent suivre les cours menant à l'obtention du brevet de technicien en prévention de l'incendie :

1° les titulaires du brevet d'officier;

2° (comme dans le projet)".

Article 6.

L'article 6 du projet est en majeure partie la reproduction de l'article 6 de l'arrêté royal du 16 avril 1974 instituant des cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie, suivant lequel :

> "Nul n'est admis à suivre un cours si les risques d'accident dont il serait victime ou responsable et qui surviendraient pendant le cours ou pendant le trajet entre son domicile et le lieu où se donne le cours ne sont pas garantis (soit par une compagnie d'assurance établie en Belgique, soit par l'Etat, la commune, l'agglomération ou la fédération de communes dont il relève)".

Les mots entre parenthèses sont remplacés dans le projet par les mots "par une police d'assurance". Il y a lieu, à cet égard, d'écrire dans le texte néerlandais "door een verzekeringspolis".

Cet article appelle les observations suivantes :

1. Les membres des services d'incendie bénéficient de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et les maladies professionnelles dans le secteur public, conformément à l'article 1er de cette loi. L'article 2, alinéa 5, 3°, de la même loi précise que le membre du personnel visé à l'article 1er de ladite loi est présumé se trouver au lieu de l'exercice de ses fonctions "lorsqu'il est expressément autorisé à participer à des activités de formation professionnelle".

Il convient, dès lors, d'omettre dans l'article 6 les mots "les risques d'accident dont il serait victime".

2. L'article doit se limiter à prescrire la conclusion d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des dommages causés par la faute de membres des services d'incendie à des tiers pendant les activités de formation professionnelle visées dans l'arrêté ainsi que sur le chemin suivi pour se rendre au lieu de ces activités ou pour en revenir; la responsabilité résultant de dommages causés par un véhicule automoteur sera exclue

puisqu'elle est couverte par l'assurance obligatoire de responsabilité civile automoteurs régie par la loi du 21 novembre 1989. L'assureur ne manquera pas de préciser dans la police une telle exclusion.

3. D'après le texte dont l'article examiné s'inspire, on est en droit de penser que l'obligation d'assurance pèse non sur chacun des membres des services d'incendie, mais sur l'autorité dont ceux-ci relèvent. S'il en est bien ainsi, il convient de le préciser dans le texte. Cette assurance sera conclue par cette autorité pour compte des membres du service d'incendie.

Le texte suivant est proposé pour l'article 6 :

"Art. 6. Nul n'est admis à suivre un cours si la responsabilité civile résultant des dommages causés par sa faute à des tiers pendant les activités de formation professionnelle ainsi que sur le chemin suivi pour se rendre au lieu de ces activités ou pour en revenir, n'est couverte par une police d'assurance à conclure par l'autorité dont il relève".

Article 7.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la verion néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Cette disposition doit mentionner les modifications subies par les arrêtés abrogés.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 8. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 16 avril 1974 instituant des cours de formation en matière de prévention et de lutte contre l'incendie, modifié par les arrêtés royaux des 24 juin 1977, 9 août 1979, 28 novembre 1985 et 4 août 1986;

2° l'arrêté ministériel du 10 décembre 1992 fixant les programmes minimaux de formation pour l'obtention du brevet de sapeur-pompier, sous-officier, officier et technicien en prévention de l'incendie".

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Opdat wordt verwezen naar de verschillende cursussen waarvan sprake is in het ontwerp, zou het beter zijn het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit tot regeling van de opleidings- en bijscholingscursussen voor de leden van de brandweer".

Aanhef.

1. Het ontwerp is gegrond op de artikelen 9 ("voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten") en 13 (vereisten betreffende de officieren) van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993.

Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op de artikelen 9 en 13, vervangen bij de wet van 16 juli 1993;".

2. Er is geen reden om de koninklijke besluiten van 4 oktober 1985 en 10 juni 1991 te vermelden, daar zij niet de rechtsgrond van het ontwerp vormen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het programma van de opleidingscursussen is datgene dat is omschreven in de bijlage bij het ministerieel besluit van 10 december 1992 tot vaststelling van de basisprogramma's voor het behalen van het brevet van brandweerman, onderofficier, officier en technicus-brand-voorkoming. In artikel 7, eerste lid, van het ontwerp wordt impliciet verwezen naar die tekst. De gemachtigde ambtenaar heeft ermee ingestemd dat, om regelgeving door verwijzing te vermijden, de bijlage bij het ministerieel besluit van 10 december 1992 de bijlage bij de ontworpen tekst wordt. Het ministerieel besluit van 10 december 1992 kan overigens worden opgeheven omdat de bepaling inzake het behalen van de brevetten die is vervat in artikel 2 van dat besluit, overgenomen is in het ontworpen artikel 7, eerste lid.

2. Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft de mogelijkheid voor de Minister van Binnenlandse Zaken om op grond van het bepaalde in het tweede lid, tweede volzin, te verzoeken dat gezamenlijke opleidingscursussen worden georganiseerd, betrekking op het geheel van de cursussen waarvan sprake is in artikel 1, en niet alleen die waarvan sprake is in het tweede lid. Dus behoort het tweede lid in twee onderscheiden leden te worden gesplitst.

3. Derhalve wordt voor artikel 1 de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 1. De erkende provinciale opleidingscentra voor de brandweer organiseren opleidingscursussen inzake brandweer.

Die cursussen omvatten :

1° cursussen bestemd voor het behalen van het brevet van brandweerman, onderofficier, officier en technicus-brandvoorkoming, waarvan het basisprogramma is vastgelegd in de bijlage bij dit besluit;

2° opleidings-, vervolmakings- of bijscholingscursussen voor alle leden van de brandweer.

Op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken organiseren de provinciale centra een bijzondere opleiding of bijscholing.

De cursussen, opleiding en bijscholing bedoeld in het eerste en het tweede lid worden gezamenlijk georganiseerd door de provinciale centra, op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken en na advies van de Opleidingsraad voor de brandweer, ingesteld bij het koninklijk besluit van 10 juni 1991".

Artikel 2.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de "leden van de brandweerdiensten" bedoeld in dit artikel stagiairs.

Derhalve schrijve men :

"Art. 2. Tot de cursussen ... de leden-stagiairs van de brandweerdiensten".

Artikel 3.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 3. Tot de cursussen voor het behalen van het brevet van onderofficier worden toegelaten de houders van het brevet van brandweerman die ten minste drie jaar dienst-anciënniteit tellen, alsmede de vastbenoemde brandweermannen en korporaals die ten minste drie jaar dienstanciënniteit tellen".

Artikel 4.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 4. Tot de cursussen voor het behalen van het brevet van officier worden toegelaten :

1° (zoals in het ontwerp);

2° de houders van het brevet van onderofficier van de brandweer die ten minste drie jaar dienstanciënniteit tellen;

3° de onderofficieren van de brandweer die ten minste drie jaar dienstanciënniteit tellen;

4° de leden ... diploma's genoemd in 1 en 2 van bijlage I bij het koninklijk besluit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 5.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Art. 5. Tot de cursussen voor het behalen van het brevet van technicus-brandvoorkoming worden toegelaten :

1° (zoals in het ontwerp);

2° de leden ... diploma's genoemd in 1 en 2 van bijlage I bij het koninklijk besluit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp neemt grotendeels artikel 6 over van het koninklijk besluit van 16 april 1974 tot instelling van opleidingscursussen inzake brandvoorkoming en -bestrijding, dat als volgt luidt :

> "Niemand mag een cursus volgen als het risico van ongevallen waarvan hij het slachtoffer kan zijn of waarvoor hij aansprakelijk kan zijn en die zich mochten voordoen tijdens de cursus of op het traject tussen zijn woonplaats en de plaats waar de cursus wordt gegeven, niet gedekt is (hetzij door een in België gevestigde verzekeringsmaatschappij, hetzij door de Staat, de gemeente, de agglomeratie of de federatie van gemeenten waaronder hij ressorteert)".

De woorden tussen haakjes worden in het ontwerp vervangen door de woorden "door een verzekering". In dat verband schrijve men in de Nederlandse tekst "door een verzekeringspolis".

In verband met dit artikel behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Op de leden van de brandweerdiensten is de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector van toepassing, zulks op grond van artikel 1 van die wet. Artikel 2, vijfde lid, 3°, van diezelfde wet schrijft voor dat het personeelslid bedoeld in artikel 1 van die wet geacht wordt zich te bevinden op de plaats waar hij zijn dienst uitoefent wanneer hij "uitdrukkelijk vergunning krijgt om deel te nemen aan beroepsvormingsactiviteiten".

Derhalve behoren in artikel 6 de woorden "het risico van ongevallen waarvan hij het slachtoffer kan zijn of" te vervallen.

2. Het artikel moet zich ertoe bepalen voor te schrijven dat een verzekeringsovereenkomst wordt gesloten die de burgerrechtelijke aansprakelijkheid dekt voor schade die door de schuld van leden van de brandweerdiensten aan derden is toegebracht, tijdens de activiteiten van beroepsopleiding bedoeld in het ontwerp, alsook op de weg van en naar die activiteiten, met uitsluiting evenwel van de aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door een motorrijtuig; deze laatste wordt immers gedekt door de verplichte verzekering van burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake motorrijtuigen, die wordt geregeld bij de wet van 21 november 1989. De verzekeraar zal niet nalaten die uitsluiting te vermelden in de verzekeringspolis.

3. Uitgaande van de tekst, waarop het onderzochte artikel gebaseerd is, kan men zich indenken dat de verplichting om een verzekering te sluiten niet op elk van de leden van de brandweer rust, doch op de overheid waaronder zij ressorteren. Indien zulks het geval is, moet dat in de tekst worden aangegeven. Die verzekering moet worden gesloten door deze overheid, voor rekening van de leden van de brandweer.

Voor artikel 6 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 6. Niemand mag aan een cursus deelnemen indien de burgerrechtelijke aansprakelijkheid voor schade die hij tijdens de activiteiten van beroepsopleiding en op de weg van en naar de plaats waar die activiteiten plaatshebben, door zijn schuld aan derden heeft toegebracht, niet gedekt wordt door een verzekeringspolis, die moet worden gesloten door de overheid waaronder hij ressorteert".

Artikel 7.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 7. Het brevet wordt uitgereikt aan de cursisten die ten minste vijf tiende van de punten voor elk lespakket en zes tiende van de punten over de gezamenlijke lespakketten hebben behaald".

Artikel 8.

Deze bepaling moet de wijzigingen vermelden die in de opgeheven besluiten zijn aangebracht.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 8. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 16 april 1974 tot instelling van opleidingscursussen inzake brandvoorkoming en -bestrijding, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 juni 1977, 9 augustus 1979, 28 november 1985 en 4 augustus 1986;

2° het ministerieel besluit van 10 december 1992 tot vaststelling van de basisprogramma's voor het behalen van het brevet van brandweerman, onderofficier, officier en technicus-brandvoorkoming".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,

De kamer was samengesteld uit

De heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.